

Chapitre 10

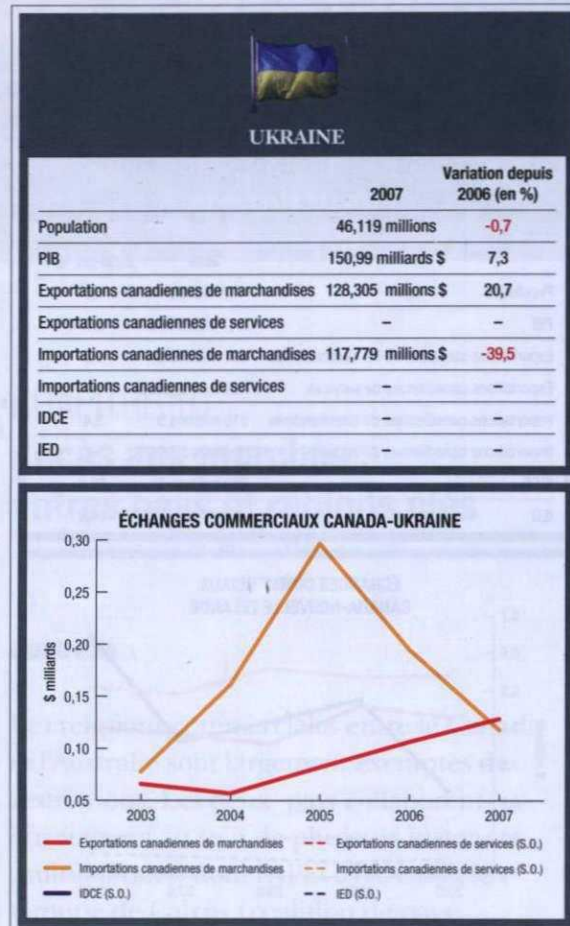
Accès aux marchés : autres pays et régions clés

nombreuses à faire état de retards dans l'obtention de permis, licences et autres approbations gouvernementales. Le gouvernement russe étend son contrôle sur certains secteurs stratégiques, et il importe que les investisseurs canadiens en soient conscients. Pour leur offrir des garanties accrues, les représentants du Canada étudient avec leurs homologues russes la possibilité d'améliorer l'APIE bilatéral actuel.

La Russie a terminé la plupart de ses négociations bilatérales avec les membres de l'OMC, dont le Canada (en décembre 2005) mais non pas le processus des groupes de travail multilatéraux. Le rythme et l'intensité de sa participation à ces travaux détermineront en bonne partie le moment de son accession à l'OMC. Le Canada attend patiemment que la Russie achève ses négociations finales et honore les engagements qu'elle prendra lors de son accession, car son adhésion à l'OMC favorisera le renforcement des relations commerciales entre les deux pays.

Ukraine

Par plusieurs aspects, l'économie ukrainienne a de quoi intéresser les exportateurs et les investisseurs canadiens : croissance économique vigoureuse, consommation en plein essor, grands projets d'infrastructure, main-d'œuvre instruite et relativement peu coûteuse, solides capacités en science et technologie, proximité géographique de près d'un demi-milliard de consommateurs de l'Union européenne et des 142 millions de consommateurs russes... En outre, l'Ukraine et le Canada ont des climats,



des conditions d'exploitation des terres arables et des ressources énergétiques similaires (hydrocarbures, uranium), autant de facteurs qui favorisent les échanges d'équipement et de services dans des secteurs comme l'énergie nucléaire, l'agriculture, la construction, l'aviation, l'extraction des ressources et la génération d'énergie. On trouve au Canada 1,2 million de personnes d'origine ukrainienne, ce qui constitue également un atout important.